



Florence NICOUD

Maître de Conférences en Droit Public à l'Université de Nice Côte d'Azur

Habilitée à Diriger des Recherches

Responsable de la Capacité en Droit 1^{er} année

Lieutenant-Colonel RC (gendarmerie)

Membre du Groupe de recherche en Droit, Economie et Gestion (GREDEG-CREDECO), CNRS UMR 7321

Membre des projets SRM (Stratégie et régulation des marchés) et SMDE (Sources et méthodologies du droit économique).

Membre Associée du CERDACC (EA 3992-Centre Européen de recherches sur le Risque, le Droit des Accidents Collectifs et des Catastrophes).

Mutation sur la Faculté de droit de Nice au 1^{er} sept 2016

Principaux thèmes de recherche

Droit Administratif, droit de l'Urbanisme, Risque & Sécurité, Contentieux administratif & MARL

Thèse de doctorat

« Du contentieux administratif de l'urbanisme - entre singularité et exemplarité », Thèse pour le doctorat en droit, Université de Nice Sophia-Antipolis, sous la direction du Professeur René CRISTINI, mention très honorable avec les félicitations du jury accordées à l'unanimité et l'autorisation de publication en l'état, 30 sept. 2005, 499 p. Thèse publiée sous le titre *Du contentieux administratif de l'urbanisme - Etude visant à préciser la fonction du contentieux de l'urbanisme dans l'évolution du droit du contentieux administratif général*, PU Aix-Marseille, collection du Centre de Recherches Administratives, 2006, 472 p.

I. Les nouveaux modes de régulation et le contentieux administratif

A – Urbanisme et Environnement

B – Office du juge et avenir du dualisme juridictionnel

A1. « Urbanisme sécuritaire : un concept méconnu...mais bien actuel », *La Gazette des communes*, n° 43, 2017, p. 60-62.

A2. « Protection de la nature, risques et environnement », collaboration à la chronique réalisée par le GREDEG, P. Steichen, A. Rainaud, F. Nicoud, in *Annuaire du Droit de l'Aménagement de l'Urbanisme et de l'Habitat 2017*, Le Moniteur, spe p. 288-292.

A3. « Risque et urbanisme : accumulation de risques et refus de permis de construire », *JAC* n° 152, mars 2015, note sous CE, 16 juil. 2014, *C^{ne} de Salaise-sur-Sanne*, req. n° 356.643.

A4. « Délivrance d'un permis de construire et risques d'inondations », *JAC* n° 123, avr. 2012, obs. sous TA Bastia, 12 fév. 2012, *M. et Mme C.*, req. n° 11-00025.

A5. « Risques naturels & technologiques - 2009-2012 », collaboration à la chronique réalisée par le CERDACC, Marie-France Steinlé-Feuerbach (dir.), *Droit de l'environnement*.

A6. « Catastrophes et règlementations d'urbanisme », RISEO, 2011-3, pp. 49-69.

A7. « De l'obligation de recourir à une procédure trop souvent méconnue : l'expropriation pour risque naturel prévisible », note sous CE, 21 oct. 2009, *Mme Roger*, req. n° 310.470, *AJDA*, 2010, p. 393.

A8. « A propos de l'interprétation de la notion d'intérêt à agir dans le contentieux du permis de construire », note sous CE, 27 oct. 2006, *Mme Dreyse*, req. n° 286.569, *AJDA*, 2007, pp. 316-319.

- A9.** « Carences de l'Etat dans la mise en œuvre de son pouvoir de police en matière d'installations classées agricoles », note sous TA Rennes, 2 mai 2001, *Sté Suez-Lyonnaise des Eaux*, req. n° 97-182, *JCP G*, 2002, 10060, pp. 726-731.
- B10.** « Procès administratif et expertise », in *L'expert dans tous ses états-A la recherche d'une déontologie de l'expert-*, J.-P. Markus et K. Favro dir., Dalloz, 2016, 509 p.
- B11.** « L'entreprise collaboratrice du service public de la sécurité : l'exemple des aéroports », in *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n° spécial *L'entreprise et la sécurité*, mai 2016.
- B12.** « La sécurité des transports aériens : Un exemple pour l'Europe de la sécurité », communication au colloque *Le droit de la sécurité et de la défense en 2014*, Mulhouse, 25 et 26 sept. 2014 ; publié sous le même titre, O. Gohin dir., PU Aix-Marseille, 2015, pp. 305-313.
- B13.** « Quel champ d'application pour la mission de l'*amicus curiae* ? », note sous CE, 6 mai 2015, req. n° 375.036, *Lexibase*, n° 376, 4 juin 2015, pp. 1-5.
- B14.** « Litige à propos de la création de CHSCT à La Poste : quel est le juge compétent ? », *JAC* n° 149, déc. 2014, note sous CE, 23 juil. 2014, *Fédération syndicale des activités postales et de télécommunication*, req. n° 374.275.
- B15.** « Réflexions sur le rôle novateur de l'expert dans le contentieux administratif », in *Regards croisés sur l'expertise*, K. Favro dir., Elsevier, 2008, pp. 139-148.
- B16.** « L'impossibilité de renoncer par transaction à exercer le recours pour excès de pouvoir », note sous TA Amiens, 14 avr. 2007, *Mme Raskin*, req. n° 04-00871 ; *Droit Administratif*, janvier 2008, n° 8, pp. 38-40.
- B17.** « La répartition des compétences entre l'Etat et les opérateurs privés en matière de sûreté aéroportuaire », *AJDA*, 2006, pp. 2107-2111.
- B18.** « La participation des personnes privées à la sécurité publique : actualité et perspectives », *RDP*, 2006, pp. 1247-1273.
- B19.** « Litige entre l'utilisateur d'un canal et Voies Navigables de France : compétence judiciaire », note sous TC, 12 déc. 2005, *EURL Croisières Lorraines La Bergamote*, req. n° 3.455 ; *Droit Administratif*, avril 2006, n° 65, pp. 35-36.
- B20.** « L'intérêt communal d'un voyage de découverte », note sous CE, 7 juil. 2004, *C^{ne} de Celoux*, req. n° 254.165, *Petites affiches*, 13 mai 2005, n° 95, pp. 15-19.
- B21.** « Accident survenu au locataire d'un OPHLM suite au mauvais entretien de l'immeuble : compétence judiciaire », note sous TC, 24 mai 2004,

Consorts Garcia c. OPHLM de l'Aude, req. n° 3.399 ; *Recueil Dalloz*, 2005, pp. 1275-1279.

II - Les nouveaux modes de régulation et l'action administrative

A - Le cadre des services publics

B – Risque et prévention de l'action administrative

A1. « **Laïcité et service public pénitentiaire : La Cour administrative d'appel remet de l'ordre dans les prisons** », note sous CAA Lyon, 22 juil. 2014, *M. A.*, req. n° 14LY00113, *JCP A*, 2014, n° 46, pp. 33-34.

A2. « **Laïcité et restauration collective : du nouveau dans les prisons** », note sous TA Grenoble, 7 nov. 2013, *M. A. K.*, req. n° 13-02502, *JCP A*, 2014, n° 15, pp. 42-44.

A3. « **Les collectivités confrontées aux exigences culturelles communautaires** », *JCP A*, 2013, n° 18, pp. 40-44.

A4. « **Laïcité et expression religieuse (regards sur quelques évolutions contemporaines)** », *Petites Affiches*, 2013, n° 9, pp. 4-8.

A5. « **Les communes et le financement du risque - Le point après le décret du 27 déc. 2005 organisant le nouveau régime des provisions** », *Revue du Trésor*, 2006, n° 11, pp. 790-794.

B6. « **Regard croisé sur la sécurité des transports terrestres et aériens** » in *Transport et sécurité*, L. Siguoirt dir., à par. 2018.

B7. « **La sécurité des transports collectifs** », in *Les transports, vecteurs de la sécurité et de la défense*, *Annuaire 2018 du Droit de la sécurité et de la défense*, C. Aubertin & B. Warusfel dir., Mare & Martin à par. 2018.

B8. « **La sûreté des transports et le recours à la sécurité privée** », in *Les aspects internationaux de la sécurité privée*, X. Latour & C. Aubertin dir., *Mare & Martin*, 2016, 190 p.

B9. « **Le terrorisme dans la jurisprudence du Conseil d'Etat** », *RISEO*, 2015-2, n° spécial *Droit et terrorisme*.

B10. « **Les maires et la sécurité privée** », in *Les Politiques publiques locales de sécurité intérieure*, N. Dantonel-Cor dir., L'Harmattan, 2015, pp. 287-302.

B11. « **Suicide d'un policier en service et responsabilité de l'Etat : reconnaissance du caractère professionnel de l'accident** », *JAC* n° 150, janv. 2015, obs. sous TA Nice, 10 oct. 2014, *M. Franck M.*, req. n° 12-03808.

B12. « Fédération française de vol libre et accident subi par l'utilisateur : quel est le juge compétent ? », *JAC* n° 142, mars 2014, obs. sous TC, 9 déc. 2013, *M. F. C. c. Fédération française de vol libre*, req. n° 3922.

B13. « Blessures par tirs de flash-ball : responsabilité sans faute de l'Etat », *JAC* n° 141, févr. 2014, obs. sous TA Paris, 17 déc. 2013, *M. Clément*, req. n° 12-17943.

B14. « Les fermetures administratives d'établissements », in *Traité de droit de la police et de la sécurité*, P. M'Bongo dir., LGDJ, 2014, pp. 453 à 456.

B15. « Suspension et dissolution de certains groupements et associations », in *Traité de droit de la police et de la sécurité*, P. M'Bongo dir., LGDJ, 2014, pp. 467 à 474.

B16. « La sécurité au mépris des libertés : l'encadrement de l'action des supporters », communication au colloque *Le droit de la sécurité et de la défense en 2013*, Nice, 27 et 28 sept. 2013 ; publié sous le même titre, Ch. Vallar & X. Latour dir., PU Aix-Marseille, 2014, pp. 273-285.

B17. « Traitement de l'obésité et obligation d'information du patient : quelques précisions », *JAC* n° 129, déc. 2012, obs. sous CE, 24 sept. 2012, *M. B.*, req. n° 336.223.

B18. « Maltraitance à animaux et pouvoirs de police du maire », note sous CAA Nancy, 15 nov. 2010, *M. Speth*, req. n° 09NC01433, *AJDA*, 2011, pp. 1446-1448.

B19. « Suicide en prison : la responsabilité pour faute simple de l'Etat à nouveau retenue », *JAC* n° 95, juin 2009, CAA Lyon, 26 mars 2009, *M. L. G.*, req. n° 06LY01368.

B20. « Les autorités locales sont responsables des dommages causés par la divagation d'animaux ! », *JAC* n° 87, oct. 2008, à propos de la décision du CE, 25 juil. 2007, *C^{ne} de Carcheto-Brustico*, req. 293.882.

B21. « Confusion entre maladie des os de verre et maltraitance : l'erreur de diagnostic source de responsabilité », obs. sous CAA Lyon, 18 jan. 2005, *Bouricha c. Hospices civils de Lyon*, req. n° 02LY01374, *Revue générale de droit médical*, 2005-16, pp. 181-194.

III - Intervention lors de séminaires ou colloques

22- « La sécurité des transports collectifs », communication au colloque Les transports, vecteurs de la sécurité et de la défense, Université Paris-V Descartes, 30 mars 2017.

23- « La sûreté des transports et le recours à la sécurité privée », communication au colloque *Aspects internationaux de la sécurité privée*, Université Paris-V Descartes, 4 février 2016.

24 – « La sécurité des transports aériens : Un exemple pour l'Europe de la sécurité », communication au colloque *Le droit de la sécurité et de la défense en 2014*, Mulhouse, 25 et 26 sept. 2014.

25 – « La sécurité au mépris des libertés : l'encadrement de l'action des supporters », communication au colloque *Le droit de la sécurité et de la défense en 2013*, Nice, 27 et 28 sept. 2013

26 – « Catastrophes et réglementations d'urbanisme », communication au colloque *Les sciences juridiques à l'épreuve des catastrophes et des accidents collectifs*, Colmar, 31 mars et 1^{er} avril 2011.

27 - « La provision pour risque », communication au colloque, *Le financement des risques collectifs*, Mulhouse, 25 sept. 2009

28 – « L'extension du recours aux acteurs privés de la sécurité », communication au colloque sur les " *Acteurs de la sécurité privée*", Mulhouse, 9 fév. 2007.

IV. Ouvrages

- **29- *Code de la sécurité intérieure commenté***, Commentaire des dispositions du Livre II – Ordre et Sécurité publics, O. Gohin et X. Latour dir., 3^e éd. LexisNexis, à par. 3 mai 2018

30 - Droit constitutionnel & droit administratif - Questions à Réponses Courtes, en coll., Studyrama, 2012. J'y ai rédigé les quatorze fiches relatives au droit administratif portant notamment sur la notion d'ordre public, le recours en excès de pouvoir ou encore le dualisme juridictionnel.

31 - Du contentieux administratif de l'urbanisme - Etude visant à préciser la fonction du contentieux de l'urbanisme dans l'évolution du droit du contentieux administratif général, PUAM, 2006, 472 p.

Sept 2008-Sept 2016 : Maître de Conférences à l'Université de Haute-Alsace

Janvier 2016 : Obtention du titre d'habilitation à Diriger des recherches, Mémoire portant sur « *Convergences & Divergences du droit administratif français* ».

Déc 2015 : élu au Conseil d'institut de l'IUT

Sept 2011-sept 2015 : Directeur du département GEA-IUT Mulhouse

2008 : Sous-admissible au premier concours national de l'agrégation en droit public.

2008 : Qualification aux fonctions de Maître de Conférences

ENSEIGNEMENTS

1. Cours généraux

Depuis sept 2016 : « *Institutions Juridictionnelles Publiques* » 1er année de Licence en Droit, 30 CM

« *Grands concepts du Droit Public* », 1^{er} année de licence en Droit, 60CM

« *Droit de l'Urbanisme* », 1^{er} année Master 1 Droit Public, 60 CM

2. Cours spécialisés

Depuis sept 2016, « *Droit de l'urbanisme* », Séminaire Master II Droit des Métiers de l'Immobilier et de l'Urbanisme & Master 2 Métiers de l'Administration et des Organisations Publiques, 24 CM

« *Droit de l'Urbanisme et Prévention des Risques Naturels* », Séminaire Master II Gestion Juridique des Risques, 15 CM

Depuis 2017, cours de « **Méthodologie du mémoire & Rapport de stage** », Séminaire Master II Gestion Juridique des Risques, 2CM

2015-2017 : « *Droit des Services Publics Locaux* », Master en Droit public, 1^{ère} année, 16 CM, Faculté Droit Mulhouse

2014-2017 : « *Mode Alternatif de Règlement des Litiges & droit administratif* », 1^{er} année de Master en Droit, 10 CM, Faculté Droit Mulhouse

2005-2017 : « *Risque et urbanisme* », Master II Professionnel “ *Droit de la prévention des risques et responsabilités* ”, 10 CM, Faculté Droit Mulhouse